

ACTIA Group
Société Anonyme à conseil d'administration au capital de 15 074 955,75 €
Siège social : 5 rue Jorge Semprun – 31400 Toulouse
542 080 791 RCS Toulouse
(la « **Société** »)

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 27 MAI 2025

Exposé des motifs des projets de résolution proposés par le Conseil d'Administration ¹
--

A CARACTERE ORDINAIRE :

**RESOLUTION N°1. APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE
31.12.2024 – DEPENSES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT**

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024 se soldant par un résultat net de – 552 725,43 €.

Nous vous demanderons d'approuver le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts, soit la somme de 2 641,72 €, qui ne donnent pas lieu à d'impôt correspondant compte tenu du résultat déficitaire de l'exercice écoulé.

**RESOLUTION N°2. APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE
31.12.2024**

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 se soldant par un bénéfice de l'exercice attribuable au Groupe de 13 931 671 €.

RESOLUTION N°3. AFFECTATION DU RESULTAT ET FIXATION DU DIVIDENDE

L'affectation du résultat de notre Société que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts. Nous vous proposons l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 suivante :

<i>Origine</i>	
Résultat de l'exercice clos le 31.12.2024 :	(552 725,43 €)
Report à nouveau au 31.12.2024 :	21 018 022,21 €
TOTAL (Bénéfice distribuable)	20 465 296,78 €

¹ En application de RECOMMANDATION AMF DOC-2012-05, P1.5

Affectation	
– Aux actionnaires, à titre de dividende, <i>(soit un dividende de 0,12 € par action)</i>	2 411 992,92 €
– Au poste « Autres réserves » disponibles, <i>(qui sera ainsi porté de 0 € à 18 000 000 €)</i>	18 000 000,00 €
– Le solde, au poste « Report à nouveau », <i>(qui sera ainsi porté à 53 303,86 €)</i>	53 303,86 €
TOTAL	20 465 296,78 €

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société s'élèveraient à 52 385 575,93 €

L'Assemblée Générale constaterait que le dividende global brut revenant à chaque action est fixé à 0,12 €.

Lorsqu'il est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis, soit, à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code Général des Impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40 % (article 200 A, 13, et 158 du Code Général des Impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Le détachement du coupon interviendrait le 11 septembre 2025.

Le paiement des dividendes serait effectué le 15 septembre 2025.

Il est précisé que dans le cas où, lors de la date de détachement du coupon, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'au titre des trois derniers exercices les distributions de dividendes et revenus ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice clos le	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividende	Autres revenus distribués	
31.12.2023	2 411 992,92 € (*) Soit 0,12 € par action	-	-
31.12.2022	2 411 992,92 € (*) soit 0,12 € par action	-	-
31.12.2021	-	-	-

(*) Incluant le montant du dividende correspondant aux actions auto détenues non versé et affecté au compte report à nouveau.

RESOLUTION N°4. CONVENTIONS REGLEMENTEES AVEC LA SOCIETE LP2C

A titre préalable, nous vous rappelons que seules les éventuelles conventions nouvelles conclues, dans le cadre de cette résolution, avec la société LP2C, au cours du dernier exercice clos sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les conventions nouvelles mentionnées dans le rapport spécial des Commissaires Aux Comptes sur les conventions réglementées visées à l'article L.225-38 du Code de commerce.

RESOLUTION N°5. AUTRES CONVENTIONS REGLEMENTEES

A titre préalable, nous vous rappelons que seules les éventuelles conventions nouvelles conclues, hors celles conclues avec la société LP2C (étant visées ci-avant), au cours du dernier exercice clos sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les conventions nouvelles mentionnées dans le rapport spécial des Commissaires Aux Comptes sur les conventions réglementées visées à l'article L.225-38 du Code de commerce.

RESOLUTION N°6. RENOUELEMENT DE LA SOCIETE BM&A AUX FONCTIONS DE COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE

A titre préalable, nous vous rappelons que le mandat de la société BM&A aux fonctions de Commissaire aux Comptes titulaire de la Société arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Nous vous proposons de renouveler le mandat de la société BM&A pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle à tenir dans l'année 2031 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

RESOLUTION N°7. RENOUELEMENT DE MADAME CAROLE GARCIA EN QUALITE D'ADMINISTRATRICE

A titre préalable, nous vous rappelons que le mandat de Madame Carole GARCIA, en qualité d'administratrice de la Société, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Nous vous proposons, aux termes de la sixième résolution, de renouveler le mandat de Madame Carole GARCIA, pour une durée de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir dans l'année 2031 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

Le Rapport Annuel, au chapitre 8 « Rapport sur le Gouvernement d'entreprise » présente les informations détaillées concernant la candidate.

RESOLUTION N°8. RENOUVELLEMENT DE MONSIEUR FREDERIC THRUM EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR

A titre préalable, nous vous rappelons que le mandat de Monsieur Frédéric THRUM, en qualité d'administrateur de la Société, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Nous vous proposons, aux termes de la sixième résolution, de renouveler le mandat de Monsieur Frédéric THRUM, pour une durée de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir dans l'année 2031 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

Le Rapport Annuel, au chapitre 8 « Rapport sur le Gouvernement d'entreprise » présente les informations détaillées concernant le candidat.

RESOLUTION N°9. RENOUVELLEMENT DE MADAME VERONIQUE VEDRINE EN QUALITE D'ADMINISTRATRICE

A titre préalable, nous vous rappelons que le mandat de Madame Véronique VEDRINE, en qualité d'administratrice de la Société, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Nous vous proposons, aux termes de la sixième résolution, de renouveler le mandat de Madame Véronique VEDRINE, pour une durée de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir dans l'année 2031 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

Le Rapport Annuel, au chapitre 8 « Rapport sur le Gouvernement d'entreprise » présente les informations détaillées concernant la candidate.

RESOLUTION N°10. RENOUVELLEMENT MADAME CATHERINE CASAMATTA EN QUALITE D'ADMINISTRATRICE

A titre préalable, nous vous rappelons que le mandat de Madame Catherine CASAMATTA, en qualité d'administratrice de la Société, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Nous vous proposons, aux termes de la sixième résolution, de renouveler le mandat de Madame Catherine CASAMATTA, pour une durée de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir dans l'année 2031 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

Le Rapport Annuel, au chapitre 8 « Rapport sur le Gouvernement d'entreprise » présente les informations détaillées concernant la candidate.

RESOLUTION N°11. RENOUELEMENT DE MONSIEUR STANISLAS BAILLY EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR

A titre préalable, nous vous rappelons que le mandat de Monsieur Stanislas BAILLY, en qualité d'administrateur de la Société, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Nous vous proposons, aux termes de la sixième résolution, de renouveler le mandat de Monsieur Stanislas BAILLY, pour une durée de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir dans l'année 2031 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

Le Rapport Annuel, au chapitre 8 « Rapport sur le Gouvernement d'entreprise » présente les informations détaillées concernant le candidat.

RESOLUTION N°12. REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS – SOMME FIXE ANNUELLE A ALLOUER AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous vous proposons de porter de porter la somme fixe annuelle à allouer au Conseil d'Administration de quarante-mille euros (40 000 €) à cent mille euros (100 000 €), jusqu'à nouvelle décision.

Cette révision de la rémunération est motivée par la nécessité d'organiser des séances de travail supplémentaires pour répondre à l'impact des exigences introduites par les nouveaux règlements et lois notamment en matière de durabilité et de vigilance. Les enjeux dans ces domaines deviennent de plus en plus complexes, techniques et stratégiques.

La révision de l'enveloppe annuelle vise à assurer une contrepartie équilibrée des membres du Conseil d'Administration, dont les devoirs de diligence, de compétence et les responsabilités associées se renforcent considérablement. Elle permettra ainsi d'augmenter la fréquence des réunions, de tenir compte de l'intensification des travaux préparatoires nécessaires à ces dernières, et de soutenir la formation continue des administrateurs.

Une fois la révision de l'enveloppe annuelle approuvée, le Conseil d'Administration, dans l'exercice de ses prérogatives, pourra se réunir pour ajuster la répartition de la rémunération entre les administrateurs. Il est précisé qu'actuellement, ni les Administrateurs et dirigeants mandataires sociaux de la Société, ni les Administrateurs représentant les salariés, ni le Censeur, ni le Président d'Honneur ne perçoivent de rémunération au titre de leur mandat d'administrateur de la Société, conformément à la dernière décision du Conseil d'Administration relative à la rémunération des administrateurs. Il est envisagé par le Conseil d'Administration de maintenir la même approche concernant les mandats susmentionnés.

RESOLUTION N°13. PROPOSITION DE RENOUVELER L'AUTORISATION CONCERNANT LE PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Nous vous proposons, de conférer au Conseil d'Administration, pour une période de dix-huit (18) mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société dans la limite de 2 % du nombre d'actions composant le capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 28 mai 2024 dans sa 7^{ème} résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourraient être effectuées en vue :

- D'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action ACTIA Group par l'intermédiaire d'un Prestataire de Service d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues,
- De conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, de scission, d'apport ou de croissance externe,
- D'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe en ce compris les Groupements d'Intérêt Economique et sociétés liées ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un Plan d'Epargne d'Entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe (en ce compris les Groupements d'Intérêt Economique et sociétés liées),
- D'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Ces achats d'actions pourraient être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'Administration apprécierait. Le Conseil d'Administration ne pourrait, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente autorisation en période d'offre publique initiée par un tiers visant les titres de la société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

La Société n'entend pas utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.

Nous vous proposons de fixer le prix maximum d'achat à 8 € par action et en conséquence le montant maximal de l'opération à 3 215 984 €.

Le Conseil d'Administration disposerait donc des pouvoirs nécessaires pour faire le nécessaire en pareille matière.

A CARACTERE EXTRAORDINAIRE :

RESOLUTION N°14. MODIFICATION DE L'ARTICLE 12.4 DES STATUTS CONCERNANT NOTAMMENT LA CONSULTATION ECRITE DES ADMINISTRATEURS ET PRECISANT LES MODALITES DE PARTICIPATION DES ADMINISTRATEURS

Nous vous proposons, de modifier l'article 12.4 des Statuts de la Société afin de tenir compte des dispositions des articles L.225-37 et L.22-10-3-1 du Code de commerce, telles que modifiées par la loi n°2024-537 :

- Imposant l'introduction dans les statuts d'un droit d'opposition au bénéfice de tout membre du conseil d'administration en cas de recours à la consultation écrite de ce dernier. Il appartient aux statuts de déterminer les conditions d'exercice de ce droit d'opposition ;
- Modifiant la terminologie : l'objectif est de supprimer la mention explicite de la visioconférence pour inclure cette dernière sous le terme général de « moyens de télécommunication ».

A CARACTERE ORDINAIRE :

RESOLUTION N°15. POUVOIRS POUR LES FORMALITES

La présente résolution vise à habiliter le porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale à accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité nécessaires conformément aux exigences légales. Cette mesure permet de garantir la conformité aux obligations réglementaires et d'assurer la transparence des décisions prises.

*
* *

Le Conseil d'Administration vous invite à approuver par votre vote le texte des résolutions qu'il vous propose.

Le Conseil d'Administration